

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68-2819

**Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société EURALIS CEREALES
située à Ondes (31330), Route de Castelnau**

207

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, en particulier ses articles :

- Alinéa 2 de l'article 3 qui dispose :
 - *Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.*
- Alinéa 3 de l'article 14 qui dispose :
 - *Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.*

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier ses articles :

- Alinéa 4 de l'article 18 qui dispose :
 - *Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.*
- Alinéas 3 et 6 de l'article 21 qui disposent :
 - *L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.*
 - *Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.*

Vu l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 autorisant la société EURALIS CEREALES à exploiter une installation classée située à Ondes, en particulier ses articles :

- Alinéa 1 de l'article 7.1.4 qui dispose :
 - *Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.*
- Alinéas 1 de l'article 7.1.8 qui dispose :
 - *Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.*

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 30 octobre 2019 relatif à la visite d'inspection du 17 octobre 2019 de l'installation exploitée par la société EURALIS CEREALES, sise route de Castelnau à Ondes ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 octobre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société EURALIS CEREALES ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé suite au constat de l'absence de formation pour tout le personnel du site sur les risques particuliers liés à l'activité de l'établissement ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 octobre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société EURALIS CEREALES ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé suite au constat de l'absence d'enregistrement de relevés de température pour les cellules du silo D et la cellule C9 ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 octobre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société EURALIS CEREALES ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 4 de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé suite au constat de l'absence de mise à jour de l'analyse du risque foudre suite à la mise à jour de l'étude de dangers consécutives à la construction de 5 cellules métalliques de stockage ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 octobre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société EURALIS CEREALES ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé suite au constat de l'absence de réalisation de vérification complète de l'état des dispositifs de protection contre la foudre depuis plus de deux ans ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 octobre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société EURALIS CEREALES ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé suite au constat du dépassement du délai d'1 mois pour la remise en état des dispositifs de protection contre la foudre ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 octobre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société EURALIS CEREALES ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 susvisé suite au constat que le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé par la société bureau Véritas, le 29 janvier 2019, mentionne des non-conformités en particulier relatives à la norme NFC 15.100 et que l'attestation Q18 réalisée par la société Bureau Véritas, le 24 janvier 2019, mentionne que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion au regard des dispositions édictées aux articles 411.3, 421, 422.1.7, 424.12, 430, 533 et 612.6 de la norme NFC 15.100 ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 octobre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société EURALIS CEREALES ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 susvisé suite au constat de l'absence de présentation de documents techniques à l'organisme de contrôle lors des contrôles de vérification de la conformité de l'installation électrique ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 octobre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société EURALIS CEREALES ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 7.1.8 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 susvisé suite au constat d'une accumulation de poussières sur l'ensemble du capotage du transporteur à chaîne FP2 situé en haut des cellules du silo B ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société EURALIS CEREALES de respecter les prescriptions de :

- l'alinéa 2 de l'article 3, l'alinéa 3 de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé ;
- l'alinéa 4 de l'article 18 et les alinéas 3 et 6 de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;
- l'alinéa 1 de l'article 7.1.4 et l'alinéa 1 de l'article 7.1.8 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 susvisé ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été porté à la connaissance de la société EURALIS CEREALES le 6 novembre 2019 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant les observations formulées par la société EURALIS CEREALES par courrier du 15 novembre 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} – La société EURALIS CEREALES est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Ondes (31330), route de Castelnau, de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :

- **sous un délai d'un mois**, les dispositions suivantes :
 - l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé relatif à la formation du personnel, en faisant suivre à l'ensemble du personnel une formation sur les risques particuliers liés à l'activité de l'établissement (incendie et explosion) ;
 - l'alinéa 3 de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé relatif à l'enregistrement des relevés des températures, en mettant en place un enregistrement des relevés de température pour les cellules du silo D et la cellule C9 ;
 - l'alinéa 3 de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé relatif à une vérification complète de l'état des dispositifs de protection contre la foudre tous les deux ans, en procédant à un contrôle complet des dispositifs ;
 - l'alinéa 6 de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé relatif à la remise en état des dispositifs de protection contre la foudre, en procédant à la levée des non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification visuelle réalisé par la société Bureau Véritas le 3 mai 2019 ;

- l'alinéa 1 de l'article 7.1.8 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 susvisé relatif au nettoyage des installations, en procédant au nettoyage du transporteur à chaîne FP2 situé en haut de cellule du silo B.
- **sous un délai de trois mois**, les dispositions suivantes :
 - l'alinéa 1 de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 susvisé relatif à la conception des installations, en mettant en conformité l'installation électrique afin que celle-ci ne présente plus de risque d'incendie et d'explosion ;
 - l'alinéa 1 de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2010 susvisé relatif à l'entretien des installations, en faisant procéder à une vérification des installations électriques comportant une présentation à l'organisme de contrôle des documents techniques demandés par l'organisme de contrôle ;
 - l'alinéa 4 de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé relatif à la mise à jour de l'analyse du risque foudre, en procédant à une mise à jour de l'analyse du risque foudre.

Art. 2 – À défaut d'exécution dans les délais impartis définis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3 – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société EURALIS CEREALES.

Art.4 - Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr>.

Art. 5 – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **23 DEC. 2019**


Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON